



Conseil économique et social

Distr. générale
26 août 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des Parties

Cinquième réunion

Genève, 23 et 24 novembre 2016

Point 7 b) ii) de l'ordre du jour provisoire

Préparatifs pour la troisième session de la Réunion des Parties au Protocole : préparatifs de fond : programme de travail pour la période 2018-2021

Projet de décision sur le programme de travail pour la période 2018-2021

Établi par le Bureau

Résumé

Conformément à son mandat, le Groupe de travail des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) est chargé de préparer les sessions de la Réunion des Parties (ECE/MP.PRTR/2010/2/Add.1, décision I/4, par. 2 b)).

Le projet de décision ci-après, soumis à la Réunion des Parties pour examen, a été élaboré par le Bureau du Protocole avec l'aide du secrétariat. Il vise à faciliter les débats du Groupe de travail sur l'élaboration du projet de programme de travail pour la période intersessions suivant la troisième session de la Réunion des Parties au Protocole. Les prévisions de dépenses ont été calculées à partir de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du programme de travail actuel. Tout comme lors de la précédente période intersessions, l'élaboration du nouveau programme de travail requiert une planification stratégique et de la souplesse, car celui-ci porte sur une période assez longue, les véritables incidences financières étant difficiles à déterminer. Les prévisions de dépenses devraient

GE.16-14842 (F) 051016 101016



* 1 6 1 4 8 4 2 *

Merci de recycler



donc prendre en compte les risques et incertitudes tels que les taux de change, le coût des transports et les prescriptions administratives de l'ONU. Le budget estimatif présenté dans le projet de programme de travail tient compte de ces risques et devrait permettre de couvrir les coûts estimatifs éventuels les plus élevés (les dépenses effectives sont en général inférieures à ce qui est prévu au départ dans les futurs programmes de travail).

Le présent document a également été établi en tenant compte de la proposition faite par l'Union européenne et ses États membres d'étendre à quatre ans la période intersessions.

Des consultations ouvertes des centres de liaison nationaux et des parties prenantes sur le projet de document pourront se tenir avant la cinquième réunion du Groupe de travail des Parties.

Le Groupe de travail est invité à examiner et approuver le projet de programme de travail à sa cinquième réunion et à charger le Bureau de finaliser le projet de décision contenant le programme de travail afin de le soumettre à la Réunion des Parties pour adoption à sa troisième session.

La Réunion des Parties,

Rappelant le paragraphe 2 de l'article 17 du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (Protocole sur les RRTP), en vertu duquel les Parties doivent suivre en permanence l'application et le développement du Protocole, et dans cette optique, notamment, établir un programme de travail,

Rappelant sa décision I/6 sur les procédures d'élaboration, d'adoption et de suivi des programmes de travail, y compris le programme de travail pour 2011-2014, ainsi que sa décision II/3 sur le programme de travail pour la période 2015-2017,

Considérant le plan stratégique pour 2015-2020 du Protocole sur les RRTP adopté par la décision II/2, et les dispositions financières adoptées par la décision III/...

1. *Adopte* le programme de travail pour la période 2018-2021, qui comprend des prévisions de dépenses pour chaque activité, tel qu'il figure en annexe à la présente décision ;

2. *Convient* de l'affectation indicative des ressources et des prévisions de dépenses correspondantes, telles qu'indiquées dans l'annexe, sous réserve d'un examen annuel et, le cas échéant, d'une révision par le Groupe de travail des Parties, fondée sur les rapports annuels communiqués par le secrétariat conformément à la décision III/... concernant les dispositions financières ;

3. *Encourage* les Parties à s'efforcer d'assurer la stabilité du financement des activités inscrites au programme de travail tout au long de la période allant de 2018 à 2021 ;

4. *Encourage également* les Parties, dans la mesure du possible et selon leurs procédures budgétaires internes, à verser leurs contributions au fonds d'affectation spéciale du Protocole pour une année civile donnée au plus tard le 1^{er} octobre de l'année précédente, de façon à couvrir en priorité les dépenses de personnel indispensables au bon fonctionnement du secrétariat, et à assurer l'exécution efficace et en temps voulu des activités prioritaires inscrites au programme de travail pour 2018-2021 ;

5. *Prie* le Bureau et le Groupe de travail des Parties de suivre en permanence les activités inscrites au programme de travail pour la période 2018-2021, de faire rapport sur la question et de formuler des recommandations appropriées à la Réunion des Parties à sa quatrième session ordinaire ;

6. *Appelle* les Parties et invite les Signataires, les autres États et les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales intéressées à participer activement aux activités inscrites au programme de travail ;

7. *Demande* au secrétariat d'établir un projet de programme de travail pour la période intersessions suivant la quatrième session de la Réunion des Parties, en tenant compte des résultats de la mise en œuvre du programme de travail pour 2018-2021, avec ventilation détaillée des prévisions de dépenses, en vue d'examen et de mise au point plus poussée par le Bureau et le Groupe de travail des Parties, au plus tard trois mois avant la quatrième session de la Réunion des Parties, pour adoption éventuelle à cette session.

Annexe

Projet de programme de travail pour la période 2018-2021 pour le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants

Activité	Objectif et résultat attendu	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthode de travail	Calendrier approximatif	Coûts estimatifs annuels, en dollars des États-Unis (moyenne) ^a		
					Rubrique	Besoins de base Besoins additionnels	
A. Mécanisme d'examen du respect des dispositions	Suivre et faciliter l'application du Protocole	Comité d'examen du respect des dispositions	Le Comité d'examen du respect des dispositions se réunit pour examiner les demandes soumises, communications, etc., établir des décisions, des rapports et des matériels d'orientation et entreprendre des missions d'enquête. Le secrétariat fait connaître le Mécanisme, met au point une base de données sur les cas présentés et assure le service du Comité	Activité permanente	Réunions du Comité (voyage + indemnité journalière de subsistance)	30 000	
					Missions d'experts	20 000	
					Sous-traitance (par exemple traductions, gestion des bases de données électroniques, maintenance et amélioration du site Web)	10 000	

Activité	Objectif et résultat attendu	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthode de travail	Calendrier approximatif	Coûts estimatifs annuels, en dollars des États-Unis (moyenne) ^a	
					Rubrique	Besoins de base Besoins additionnels
B. Assistance technique	Aider les pays à donner pleinement effet au Protocole	Secrétariat, en étroite coopération avec les organismes partenaires (par exemple PNUE, UNITAR, OSCE, Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale et ECO-Forum européen) au titre du programme-cadre de renforcement des capacités en matière de RRTP ^b	Projets spécifiques dans des pays ayant besoin d'une aide ; ateliers de formation, documents d'orientation et assistance technique, relevant principalement de fonds distincts ; questionnaires, analyse des résultats	Activité permanente	Réunions (voyage + indemnité journalière de subsistance pour les participants qui y ont droit)	30 000
					Sous-traitance (par exemple, élaboration de documents d'orientation, recherches, études analytiques)	10 000
					Missions d'experts	10 000
C. Échange d'informations d'ordre technique	Suivre et faciliter l'application du Protocole	Groupe de travail des Parties au Protocole	Réunions du Groupe de travail des Parties au Protocole ; réunions et missions spéciales d'experts ; utilisation d'outils électroniques, notamment le Mécanisme d'échange d'informations d'Aarhus pour la démocratie environnementale, la base de données sur le renforcement des capacités en matière de RRTP, le PRTR.net et le site Web « PRTRiLearn »	Activité permanente	Réunions spéciales d'experts (voyage + indemnité journalière de subsistance pour les participants qui y ont droit)	30 000

Activité	Objectif et résultat attendu	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthode de travail	Calendrier approximatif	Coûts estimatifs annuels, en dollars des États-Unis (moyenne) ^a		
					Rubrique	Besoins de base	Besoins additionnels
					Sous-traitance (par exemple, maintenance et amélioration des bases de données relatives aux RRTP et autres outils électroniques)	20 000	
					Missions d'experts		10 000
D. Mécanisme de communication d'informations	Suivre et faciliter l'application du Protocole, faciliter la communication d'informations, examiner le respect des dispositions et faire le point sur l'expérience acquise	Groupe de travail des Parties au Protocole Secrétariat, qui fera appel à des experts et à du personnel d'appui administratif si nécessaire Comité d'examen du respect des dispositions	Réunions du Groupe de travail des Parties au Protocole ; utilisation de l'outil de notification électronique ; élaboration et traitement de rapports nationaux d'exécution ; Analyse des rapports et établissement d'un rapport de synthèse	Activité permanente	Sous-traitance (par exemple élaboration de documents d'information, maintenance et développement de logiciels de communication d'informations en ligne)	20 000	
E. Actions de sensibilisation et de promotion en faveur du Protocole et de ses liens avec d'autres instruments conventionnels et processus	Mieux faire connaître le Protocole dans toute la région de la CEE et au-delà, afin d'accroître le nombre de Parties au Protocole ; encourager l'application du Protocole dans le cadre d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et de processus connexes (par exemple OCDE, SAICM/ICCM, UNEMG, IOMC)	Secrétariat, en collaboration avec tous les autres partenaires	Participation à des manifestations et activités régionales et internationales de première importance ; appui à des ateliers organisés par d'autres instances ; élaboration de brochures, publications, bulletins d'information et autres documents ; mise à jour du site Web ; rédaction et révision d'articles consacrés au Protocole	Activité permanente	Participation à des manifestations lorsque les organisateurs n'en assurent pas le financement (voyage + indemnité journalière de subsistance)	10 000	10 000

Activité	Objectif et résultat attendu	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthode de travail	Calendrier approximatif	Coûts estimatifs annuels, en dollars des États-Unis (moyenne) ^a		
					Rubrique	Besoins de base	Besoins additionnels
					Sous-traitance (par exemple organisation de campagnes de sensibilisation)		10 000
F. Coordination et supervision des activités intersessions, organisation de la quatrième session de la Réunion des Parties	Coordonner et superviser les activités menées au titre du Protocole, en appliquant le présent programme de travail	Groupe de travail des Parties au Protocole et Bureau de la Réunion des Parties	Réunions du Groupe de travail des Parties au Protocole ; réunions du Bureau, selon les besoins ; consultations par voie électronique entre membres du Bureau ; session de la Réunion des Parties au Protocole	Activité permanente	Voyage et indemnité journalière de subsistance pour les experts et le personnel du secrétariat, sous-traitance (par exemple traductions, supports promotionnels, documentation préparatoire, rapports et études, couverture médiatique des manifestations)	100 000	
G. Évaluation technique des dispositions du Protocole	Élaboration, à l'intention de la Réunion des Parties, de recommandations relatives à des questions techniques, fondées sur les rapports d'évaluation et d'exécution	Secrétariat ; Comité d'examen du respect des dispositions ; Groupe de travail des Parties au Protocole	Réunions du Groupe de travail des Parties au Protocole et consultations par voie électronique ; rédaction de rapport(s) d'évaluation sur l'expérience acquise dans la mise en place de RRTP nationaux, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du Protocole, le cas échéant, et de rapports d'exécution	Activité permanente	Sous-traitance (projets de recommandations sur des questions techniques)		10 000
H. Domaines d'appui horizontal	Appui global couvrant plusieurs domaines de fond du programme de travail	Secrétariat	Services de secrétariat, formation du personnel, matériel	Activité permanente	Formation du personnel	2 000	
Total partiel (activités)						222 000	110 000

Activité	Objectif et résultat attendu	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthode de travail	Calendrier approximatif	Coûts estimatifs annuels, en dollars des États-Unis (moyenne) ^a		
					Rubrique	Besoins de base	Besoins additionnels
Effectifs de personnel requis :							
Un agent P-3 ^c à plein temps						180 000	
Un agent G-4 ^d						28 800	
Total partiel (effectifs de personnel)						208 800	
Dépenses d'appui au programme (13 %)						56 004	14 300
Total général						486 804	124 300

Abréviations : ICCM : Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques ; IOMC ; Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques ; OCDE ; Organisation de coopération et de développement économiques ; OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ; PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ; RRTP : registre des rejets et transferts de polluants ; SAICM : Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques ; UNEMG : Groupe de la gestion de l'environnement des Nations Unies ; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

^a Les coûts estimatifs donnés dans ce tableau correspondent uniquement aux dépenses qui devraient être couvertes par des contributions volontaires faites conformément aux dispositions financières arrêtées au titre du Protocole, qui peuvent prendre la forme de versements au fonds d'affectation spéciale ou de contributions en nature. Ils ne comprennent pas les dépenses qui seront en principe financées par le budget ordinaire de l'ONU ou par d'autres sources. Les chiffres sont arrondis. Ils sont susceptibles de changer en fonction des règles administratives de l'ONU.

^b Voir : <http://www.unece.org/environmental-policy/conventions/public-participation/protocol-on-prtrs/areas-of-work/envppprtrcb/framework-programme-on-prtr-capacity-building.html>.

^c Un spécialiste des questions d'environnement P-3 assure le service de toutes les activités menées au titre du Protocole sur les RRTP. Si aucun crédit n'est prévu pour ce poste au budget ordinaire de l'ONU, un financement extrabudgétaire sera nécessaire. Si les contributions extrabudgétaires devaient être insuffisantes pour financer ce poste à temps complet, les coûts s'y rapportant seront couverts par les contributions au titre des activités relevant de la Convention (par exemple au titre des outils informatiques).

^d À compter du 1^{er} février 2016, le financement d'un poste d'agent d'administration n'est plus assuré par le prélèvement de 13 % opéré au titre des dépenses d'appui au programme sur les fonds d'affectation spéciale de la Division de l'environnement de la CEE. Ce poste est indispensable pour apporter l'appui administratif nécessaire aux activités menées au titre de la Convention d'Aarhus et de son Protocole, notamment les dispositions administratives à prendre pour les réunions des organes directeurs et des organes subsidiaires des deux traités. Les fonds nécessaires à son financement seront prélevés sur les contributions à la Convention d'Aarhus (70 %) et au Protocole (30 %).